

Crise alimentaire :
Oxfam France – Agir ici dénonce le pilotage « à vue »
de la politique de coopération internationale de la France

Paris, 18 avril 2008 - Réagissant à l'annonce de Nicolas Sarkozy de doubler l'aide alimentaire de la France, Oxfam France – Agir ici dénonce le pilotage à vue de la politique de coopération française.

« C'est une mesure cosmétique face à un mal profondément dramatique et chronique » affirme Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France - Agir ici. « Cette annonce est un trompe-l'œil. »

« D'un côté, le président de la République française prétend ne pouvoir "*rester indifférent à la révolte de ceux qui, dans les pays du sud, ne peuvent plus manger à leur faim*", de l'autre il coupe les budgets de l'aide publique au développement et soutient l'Europe dans la négociation d'accords commerciaux défavorables au développement de ces pays. »

En 2007, les montants de l'aide française se sont effondrés sous la barre des 0,4% du revenu national brut (RNB), au mépris des engagements internationaux de la France. Pourtant, si elle est prévisible et pérenne, **l'aide publique au développement** est un outil indispensable pour soutenir sur le long terme les politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud.

Dans le même temps, alors que le gouvernement français s'engage en faveur de la "*souveraineté alimentaire*", la France soutient de manière inconditionnelle les **Accords de partenariat économique** quasi-imposés par la Commission européenne aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et dont les conséquences néfastes - entretien de la dépendance aux marchés d'exportation, sabotage de l'intégration régionale - ont été soulevés à de nombreuses reprises.

« La politique d'aide au développement de la France est au mieux illisible, au pire hypocrite », ajoute Luc Lamprière. « Pour être crédible, le gouvernement français doit présenter un calendrier clair visant à augmenter l'aide publique au développement, et remettre à plat les Accords de partenariat économique pour permettre aux pays pauvres de sortir de leur dépendance aux marchés d'exportation. Gageons qu'à l'aube de la présidence française de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy placera de telles mesures parmi les priorités de son agenda. »

- FIN -

NOTE AUX REDACTIONS : CNUCED, 20-25 avril 2008, Accra

Oxfam France - Agir ici est présente à Accra (Ghana) dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) pour y suivre les débats liés à la régulation des échanges commerciaux et de la production agricole, notamment à travers les thématiques suivantes :

- hausse des prix des denrées alimentaires
- accords de partenariat économique UE-ACP
- production des agrocarburants

Contacts presse :

- à Paris : Aldine FURIO, afurio@oxfamfrance.org, +33 156 982 445 ou +33 686 929 330
- à Accra (Ghana) : Jean-Denis CROLA, +233 248 197 176